

abondamment,—c'est son expression,—avaient reçu du combustible et des soins médicaux. Tout a été distribué, dit-il, d'une manière suffisante. Je veux bien accepter sa parole comme j'accepterais celle de tout autre membre de la Chambre, mais analysons cette déclaration. Cela veut dire, avec un coût global de \$5,250,000, le montant mentionné, \$17 par personne durant six mois, ou 72c. par semaine pour chaque personne. Autrement dit, des vivres, du combustible, des soins médicaux suffisants ont été donnés au coût de 72 cents par semaine pour chacun. Mes félicitations, monsieur l'Orateur, pour un tel résultat, et si cela est possible dans tout le pays, je n'aurai certainement aucun reproche à adresser à cet égard. Mais je voudrais que ce sujet soit examiné plus attentivement. Je désirerais connaître la mesure exacte du secours qui a été accordé à ces territoires. Le soulagement a-t-il été aussi complet que veut nous le laisser croire le premier ministre? Cependant, qu'il ait été suffisant ou insuffisant, nous avons à nous plaindre à ce sujet dans l'Alberta. Certaines régions de l'Alberta sont aussi éprouvées que les régions les plus brûlées de la Saskatchewan. A lire les déclarations du premier ministre, et à l'entendre l'autre jour, on dirait que la province de l'Alberta, tout bien examiné, était d'avis que ses besoins ne dépasseraient pas \$140,000; et que c'est ce qu'elle a demandé. Est-ce bien cela? Si le premier ministre a voulu dire qu'elle ne demande pas davantage et qu'elle est satisfaite, c'est une affirmation très forcée. La province n'est pas satisfaite. J'ai en ma possession un télégramme de son ministre de l'agriculture, en date du 8 mars 1932, lequel télégramme est semblable à ceux que des représentants d'autres provinces ont cités:

Le télégramme ci-dessous adressé au ministre de l'Agriculture résume notre avis en matière de grains de semence.

Avons dû faire arrangements pour procurer les semences requises dans les régions ruinées par la sécheresse.

Etant donné le fardeau qui retombe actuellement sur les municipalités et la province, insistons respectueusement pour que le Dominion se charge du tiers des frais de transport et du tiers des pertes advenant aux municipalités du fait de cette distribution.

Je comprends que jusqu'à cette date le gouvernement fédéral n'a pas acquiescé à la demande de la province. La situation est urgente: il faut que cette demande soit accueillie. Le gouvernement de l'Alberta a demandé au Gouvernement fédéral de traiter ses régions désolées tout comme il traite les régions éprouvées de la Saskatchewan, et il n'a pas réussi. Le Gouvernement fédéral n'a pas exprimé son intention de faire pour certaine région de l'Alberta, comprenant, sauf

[M. Garland (Bow-River).]

erreur, car je me fie à ma mémoire, comprenant douze à quatorze municipalités, ce qu'il a fait pour la Saskatchewan. Nous demandons au Gouvernement,—je le demande moi-même au ministre de l'Agriculture,—de s'occuper de la chose à la première occasion.

L'hon. R. WEIR: Sans vouloir interrompre, je dirai que la même occasion a été donnée à l'Alberta.

M. GARLAND (Bow-River): Ce n'est pas ce qu'on m'a dit. Au mois de janvier dernier, j'ai eu un entretien avec le cabinet de l'Alberta, et le premier ministre et le ministre de l'agriculture m'ont demandé de porter la question à l'attention du ministre. Je lui en ai parlé l'autre jour, insistant pour que le Gouvernement fédéral accorde la même aide, c'est-à-dire qu'il assume tous les frais de secours dans les régions brûlées de l'Alberta, qui sont exactement dans le même état que les régions semblables de la Saskatchewan. Je le demande au ministre de l'Agriculture: le Gouvernement est-il disposé à prendre entièrement à sa charge tous les secours nécessaires dans les régions de l'Alberta, tout comme il le fait dans la Saskatchewan? J'attends la réponse.

L'hon. R. WEIR: Je comprends que le premier ministre s'est entretenu avec le gouvernement de l'Alberta à Edmonton; qu'il lui a demandé très distinctement s'il se trouvait dans la province des régions dans le même état que les soixante-seize municipalités de la Saskatchewan, et qu'on lui a répondu négativement. Plus tard, j'ai moi-même rencontré le gouvernement et l'on m'a fait la même réponse.

M. GARLAND (Bow-River): Quand cela?

L'hon. R. WEIR: En septembre ou octobre.

M. GARLAND (Bow-River): On m'a dit le contraire lors de mon entretien au mois de janvier. Le ministre n'a-t-il pas durant l'hiver reçu de communication du ministre de l'Agriculture ou du premier ministre de l'Alberta, demandant des secours de 100 p. 100, pour certaines régions de l'Alberta?

L'hon. R. WEIR: Non, autant que je sache, je n'ai pas reçu pareille demande.

M. GARLAND (Bow-River): On m'a dit en avoir adressé au ministre, mais je n'hésite pas à accepter sa parole. Je m'assurerai à la première occasion des faits et gestes du gouvernement provincial à ce sujet. Mais, dès maintenant, je demande personnellement au ministre d'appliquer le même principe à certaines régions de l'Alberta, où certaines municipalités sont absolument incapables de four-